



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES
ISSN 0241 0494 Le 16 janvier 2022 N° 481 PRIX : 0,60 Euro

MALI



(Manifestation populaire sur la place de l'Indépendance à Bamako, 14 janvier 2022)

Non aux sanctions qui frappent la population !

Troupes françaises hors d'Afrique !

Sommaire au verso

Sommaire

Éditorial : Mali : Non aux sanctions qui frappent la population ! Troupes françaises hors d'Afrique !

Pages 3 : Mali

▶ Mort d'un serviteur de l'impérialisme français

Page 4 : Sénégal

▶ Des milliards gaspillés dans des opérations de prestige

Pages 5 à 8 : Côte d'Ivoire

▶ Grève à la poste : les travailleurs tiennent le bon bout
▶ Abidjan et San-Pedro : les dockers font reculer leur direction

▶ Yopougon-Gesco : la CIE et la SDECI terrorisent les habitants

▶ L'avidité des patrons, première cause des accidents de travail

▶ Tracé du métro d'Abidjan : non au déguerpissement des populations sans relogement !

Page 9-10 : Madagascar

▶ Arahaba nahatratra ny tao-na vaovao (*Nous vous félicitons d'être toujours en vie en cette nouvelle année*)

Abonnement

France : (en éco-pli)

12 numéros : 20 €

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter.

Adresse

Le PAT BP 42

92114 Clichy Cedex

Site internet:

www.uatci.org

Éditorial

P.2

MALI : NON AUX SANCTIONS QUI FRAPPENT LA POPULATION ! TROUPES FRANÇAISES HORS D'AFRIQUE !

Le 14 janvier, des milliers de personnes ont manifesté dans différentes villes du Mali à l'appel d'Assimi Goïta, actuel dirigeant de la junte au pouvoir. Elles ont massivement protesté contre les sanctions que les chefs d'État de la CEDEAO (Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest) appuyés par la France, ont décidé d'imposer au Mali à partir du 9 janvier pour contraindre ses dirigeants à organiser des élections présidentielles dans les plus brefs délais.

Ainsi, les frontières terrestres et aériennes des pays de la CEDEAO avec le Mali ont été fermées. Le transport de marchandises entre le Mali et les pays voisins est interrompu. Officiellement, les produits médicaux et de première nécessité ne sont pas concernés mais de nombreux transporteurs affirment qu'ils sont bloqués et se trouvent dans la même situation que des centaines de camions qui font quotidiennement la navette entre Bamako et Dakar ou entre Bamako et Abidjan. Les avoirs du Mali au sein de la Banque centrale des États d'Afrique de l'ouest (BCEAO) sont gelés. Les Maliens travaillant dans les pays membres de la CEDEAO ne peuvent plus envoyer de l'argent à leurs familles. Le gouvernement français a accentué ce blocus en suspendant les vols de la compagnie Air France entre Paris et Bamako.

Toutes ces mesures sont prétendument dirigées contre la junte au pouvoir à Bamako mais c'est la population malienne qui est frappée directement, elle qui souffre déjà d'une situation dramatique provoquée par la montée des groupes armés islamistes, par une crise politico-militaire qui dure depuis près de 10 ans, par le chômage et la vie chère. À cause de ce blocus, les prix des produits de première nécessité vont flamber encore plus et aggraveront davantage les conditions d'existence des classes populaires.

Loin de fragiliser le pouvoir d'Assimi Goïta, cette sanction renforce sa dictature, lui permet d'embrigader la population, de donner prise à son discours nationaliste anti CEDEAO et anti français, de détourner la colère des populations pauvres vers une impasse. Ces sanctions lui ont également apporté une certaine sympathie dans d'autres pays africains, notamment parmi ceux qui s'opposent à la politique de l'impérialisme français en Afrique.

Les dirigeants de l'État français n'ont à la bouche que les mots « démocratie », « respect de la Constitution », « lutte contre le terrorisme », « respect de la souveraineté

nationale » ou autres hypocrisies pour justifier le rôle politique et militaire qu'ils jouent actuellement au Sahel. Mais si au Tchad, Macron a accepté le coup d'État de Déby fils alors qu'il ne veut pas de Goïta au Mali, c'est parce que celui-ci n'accepte pas de se soumettre à son dictat, notamment sur la durée de la transition et plus récemment sur le recours fait par le gouvernement malien aux mercenaires de la société russe Wagner.

Macron, en tant que représentant de l'impérialisme français, veut perpétuer la mainmise des grandes firmes capitalistes françaises sur leurs anciennes chasses gardées d'Afrique dont le Mali fait toujours partie. Mais dans ce pays et plus généralement dans le Sahel, il se joue une guerre de

positionnement des grandes et moyennes puissances pour faire main basse sur les richesses naturelles potentielles ou avérées qui s'y trouvent.

Dans cette compétition, les dirigeants de la CEDEAO, plus particulièrement ceux des anciennes colonies françaises d'Afrique ne font que répéter à haute voix ce que Macron leur dicte en coulisse. De son côté, Assimi Goïta, le nouveau dictateur malien, fait semblant de se présenter comme celui qui veut lutter contre la corruption, qui veut mettre fin au terrorisme et apporter la démocratie au Mali mais que Macron et les dirigeants de la Cédéao veulent écarter du pouvoir. Les uns comme les autres ne sont que des menteurs et des ennemis mortels des travailleurs et des classes pauvres.

Mali

MORT DUN SERVITEUR DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS



Avril 2019 à Bamako : manifestation contre le président IBK et contre les troupes françaises installées au Mali. En août 2020, il a été renversé par le coup d'État d'Assimi Goïta.

L'ancien président malien Ibrahim Boubacar Keïta dit IBK est décédé le 16 janvier à son domicile de Bamako à la suite d'une maladie. Il était président du Mali de 2013 à 2020 et a été renversé par le coup d'État du colonel Assimi Goïta actuellement au pouvoir. Il n'est resté que 7 ans à la tête de l'État mais en tant que vieux crocodiles de la politique au Mali, il a mangé à tous les râteliers depuis le milieu des années 1980. Il a fait partie des politiciens sur qui l'impérialisme français pouvait compter pour

défendre ses intérêts au Mali. C'est à ce titre que les dirigeants, anciens et nouveaux de l'État français, lui ont rendu hommage.

Mais le flot de louanges que les dirigeants de la France et des pays africains ont déversé sur lui ne doivent pas cacher que cet homme fut surtout connu par de nombreux maliens comme celui qui a confondu les caisses de l'État et son compte en banque. Ses années au pouvoir ont été émaillées de scandales financiers, de détournements de fonds publics, de gabegie alors que la majorité de la population vivait dans une grande difficulté. L'achat d'un avion présidentiel pour satisfaire ses caprices et les dépenses somptuaires dont il était coutumier dans son palais présidentiel de Koulouba en ont choqué plus d'un. À cela s'ajoutait le fait qu'il avait mis ses amis proches et sa famille dans les postes les plus lucratifs de l'appareil d'État pour se remplir les poches en toute impunité. Cela a été le cas de son fils Karim Keïta connu pour ses frasques à Paris et ailleurs. Il s'est enrichi à grande vitesse lorsqu'il a été propulsé par

son père dans le poste qui contrôlait le budget de l'armée. Il y a fait fortune dans l'opacité totale sous couvert de « secret défense ». Malheur au journaliste qui osait enquêter sur son enrichissement. C'est ce qui est arrivé au journaliste malien Birama Tou-

ré qui a disparu dans la soirée du 29 janvier 2016. Karima Keïta est impliqué dans son meurtre et a fui en Côte d'Ivoire pour être sous la protection d'Alassane Ouattara, l'ami de son père. Entre gens du même monde ils se protègent.

Sénégal

DES MILLIARDS GASPILLÉS DANS DES OPÉRATIONS DE PRESTIGE

À l'occasion des élections municipales qui auront lieu le 23 janvier 2021, les politiciens du pouvoir et de l'opposition rivalisent de promesses de toutes sortes pour se faire élire. Ils sont obsédés par leur désir de mettre la main sur les municipalités, plus particulièrement celles des grandes villes car c'est une opportunité pour s'enrichir.

Macky Sall n'est pas directement concerné par ce scrutin mais il veut en faire un tremplin pour briguer éventuellement un troisième mandat. Il a fait sa propre campagne et a sillonné le pays pour vanter ses réalisations. Partout où il est passé, il s'est présenté comme « le président des grands travaux ». Il a englouti des milliards de francs dans la construction de bâtiments ou de monuments de prestige comme la gigantesque arène dédiée à la lutte sénégalaise. Elle a été présentée par Macky Sall comme un « don » de la Chine et aurait coûté 32 milliards de francs cfa. Il a aussi fait construire un nouveau palais présidentiel (estimé à 100 milliards de francs), un nouveau stade olympique qui sera bientôt inauguré (150 milliards de Francs cfa), etc.

Pour dépenser tant de milliards dans de tels travaux de prestige, il a su trouver de l'argent mais quand il s'agit par exemple de résoudre l'éternel problème de coupure d'eau et d'électricité dans l'agglomération dakaroise, là il n'y pas d'argent ; de même que pour réaliser les travaux de voirie afin d'éviter les inondations catastrophiques dans les quartiers populaires pendant la saison des pluies. L'urgent pour Macky Sall n'est pas de régler ce qui est important pour améliorer la vie quotidienne de la population mais de faire du tape-à-l'œil.



Arène nationale construite à Pikine, dans la banlieue de Dakar pour accueillir des combats de lutte sénégalaise. Elle dispose d'une capacité de 20 000 places. « Offerte » par la Chine et inaugurée en 2018

Les prolétaires n'ont pas de patrie

GRÈVE À LA POSTE : LES TRAVAILLEURS TIENNENT LE BON BOUT

Le 03 janvier dernier les agents de la poste ont entamé une grève illimitée pour exiger le paiement immédiat de deux mois d'arriéré de salaire.

Cela fait longtemps que cette situation dure et que les travailleurs la dénoncent. La coupe est pleine. Les mois de novembre et de décembre n'ont pas été payés. Le mois d'octobre n'a été soldé que le 31 décembre. Dans de telles conditions, comment payer ses loyers, comment simplement payer son transport pour se rendre au travail ? Comment scolariser les enfants ? Comment assurer la popote ? Certains sont déjà expulsés de leurs maisons et dorment avec leurs familles dans des églises.

Les travailleurs dénoncent par la même occasion les mauvaises conditions de travail, l'inégalité des traitements pour les travailleurs de la même catégorie, l'application de la majoration de 9% des salaires obtenue depuis 2015.

Pendant leur mouvement de grève, ils ont manifesté bruyamment devant leur direction et ont tenu des meetings pour se faire entendre. Ils se sont déplacés dans les différentes agences et sont passés de bureau en bureau pour demander à leurs collègues qui travaillaient encore de se joindre à eux.

Plutôt que de régler le problème, la direction a d'abord cherché à diviser les tra-

vailleurs selon les catégories. Ne réussissant pas à arriver à ses fins par ce biais-là, elle a joué la carte de l'intimidation en convoquant l'un des principaux représentants des travailleurs à la police. Malgré toutes ces tentatives de la direction, les travailleurs ont tenu bon.

Finalement, la direction a fini par s'engager à payer les arriérés et discuter pour régler les autres exigences des travailleurs. Du coup, les grévistes ont suspendu leur grève et ont donné jusqu'au 15 février à la direction pour régler tous les problèmes.

Pour bien marquer devant la direction qu'ils restent mobilisés, ils viennent au travail en bandeau rouge. Les grévistes ont réussi à faire reculer la direction mais il reste encore à concrétiser ce à quoi elle s'est engagée.



Salariés de la poste portant des bandeaux rouges pour montrer qu'ils sont en colère et prêts à reprendre la grève si la direction ne satisfait pas à leurs revendications.

ABIDJAN ET SAN-PEDRO : LES DOCKERS FONT RECULER LEUR DIRECTION

Le 17 décembre dernier, les ports d'Abidjan et de San-Pedro ont été paralysés par une grève des dockers. Et pour cause, ils réclament l'application de l'augmentation de leurs salaires et des mesures pour l'amélioration de leurs conditions de travail obtenues depuis 2019.

Les ports d'Abidjan et de San-Pedro sont des infrastructures économiques impor-

tantes pour le pays. Ils sont le point de passage pour l'exportation de nombreux produits agricoles : cacao, banane, hévéa, coton, mangue, papaye, coprah, noix de cajou etc. Le port d'Abidjan, un des principaux d'Afrique de l'ouest, assure 90% des échanges extérieurs. C'est aussi la porte d'entrée pour l'approvisionnement des pays voisins dépourvus de façades maritimes (Mali, Niger et Burkina

Faso). Il traite 600 000 conteneurs chaque année

La direction du port, à défaut d'appliquer les mesures concédées en 2019, a passé son temps à mener les travailleurs en bateau. Excédés par cette attitude patronale, les travailleurs ont décidé de cesser le travail.

Dès le début de la grève, c'était le branle-bas dans la direction du port mais aussi au niveau des autorités gouvernementales chargées de cette question. Tous ont délégué des représentants qui se sont précipités auprès des travailleurs en s'engageant à trouver une solution aux problèmes posés. Les travailleurs ont suspendu leur grève le

même jour mais restent sur leurs gardes et toujours mobilisés car ils savent bien que les engagements des patrons ne valent rien sans la mobilisation des travailleurs.



Entrée des dockers dans l'enceinte portuaire

Côte d'Ivoire

YOPOUGON-GESCO : LA CIE ET LA SODECI TERRORISENT LES HABITANTS

En ce début d'année, précisément le mercredi 12 janvier, la population de Yopougon-Gesco-Ayakro a reçu une visite surprise des agents de la CIE (Compagnie d'électricité) et de la SODECI (Compagnie des eaux) accompagnés de plusieurs cargos de gendarmerie à 2 H du matin. À cette heure tardive, ils ont tapé très fort à chaque porte pour réveiller les occupants et procéder à la vérification des compteurs d'eau et d'électricité pour s'assurer que la fourniture en eau et en électricité est uniquement celle du compteur. Quand ce n'est pas le cas, le responsable de la maison est immédiatement menotté et jeté dans le cargo. La somme à payer est de 800.000 francs.

Un monsieur utilisant de l'eau parallèle n'a pas hésité à dénoncer son fournisseur après son arrestation. Pour ne pas se faire prendre, des habitants n'ont pas ouvert leurs portes. Ils sont restés dans leurs maisons en prenant soin d'éteindre tous les récepteurs de courant électrique. Malgré cela, les visiteurs attendaient patiemment. À 11h, un doyen du quartier a dit aux visiteurs que ce n'est pas un plaisir pour des pères de fa-

milles de s'enfermer de la sorte. C'est la pauvreté qui fait que les gens n'arrivent pas à se mettre en règle. Un peu découragé, ils sont partis. Mais après ils sont revenus et ont déposé une convocation devant chaque porte fermée. Depuis lors, les occupants des maisons, craignant leur retour, n'y dorment plus. Certains vont chez des parents et d'autres à l'église.



Certains habitants des quartiers populaires d'Abidjan sont contraints d'aller chercher de l'eau loin de chez eux et de la payer très cher.

Le comportement des dirigeants de l'État, de la CIE et de la SODECI vis-à-vis des petites gens est inadmissible. Ils avaient pourtant chanté haut et fort qu'ils distribueraient gratuitement des compteurs mais on

s'est vite aperçu que c'était une pure arnaque. Le compteur électrique qui normalement coûte moins de 90 000 francs, était facturé à 190 000 francs. En plus de cela, la CIE oblige les gens à payer rapidement en les menaçant de leur couper le courant. Quant aux compteurs d'eau, pour en avoir il faut sortir pas moins de 180.000 francs. Comment y arriver quand on ne touche que le smig? Quand on sait que l'eau et

l'électricité sont indispensables à la vie d'une personne, quel autre choix a-t-on ?

L'État, la CIE et la SODECI considèrent les habitants des quartiers déshérités comme des délinquants mais ils sont des victimes de la politique des rapaces qui sont au pouvoir et qui se moquent des besoins de la population.

Côte d'Ivoire

L'AVIDITÉ DES PATRONS, PREMIÈRE CAUSE DES ACCIDENTS DE TRAVAIL

Le 4 janvier dernier, deux accidents de travail mortels se sont produits sur des chantiers à Abidjan, causant la mort de deux ouvriers et plusieurs blessés graves.

Le premier, le plus médiatisé, s'est produit sur le chantier de la construction de l'échangeur de Gesco dans la commune de Yopougon. Il a fait 1 mort et 8 blessés. Les travaux de l'agrandissement de la voie Gesco carrefour de Jacquerville sur la route de Dabou, ont été confiés à l'entreprise française SOGEA-SATOM. Cette dernière a sous-traité avec d'autres entreprises. Évidemment, chacune, pour amasser un peu plus de fric, utilise les travailleurs comme des bêtes de somme avec des bas salaires, des conditions de travail difficiles sans mesure de sécurité adéquate. C'est cette course au profit qui est à la base de ces nombreux accidents. Et malheureusement ces entreprises ne sont nullement inquiétées par les autorités de surveillance. Bien au contraire, elles prospèrent sous la protection de l'État.

Après l'accident de Gesco, le directeur de l'AGEROUTE, la structure étatique qui a en charge la réalisation de tous les travaux de l'État, s'est rendu sur le lieu. Il n'a rien trouvé à dire que de promettre une en-

quête qui sera menée pour situer les responsabilités. Et pour cela, on va faire venir de France des experts pour analyser l'écroulement de l'échafaudage. Cette prétendue enquête n'est rien d'autre qu'une manière de noyer le poisson. Pour les capitalistes et les autorités qui les entourent, la vie d'un travailleur ne compte pas à côté des profits réalisés sur son dos.

Ce même jour du 4 janvier, sur un autre chantier à Cocody Angré cité Sir, un autre accident a fait un mort et des blessés graves par brûlure suite à une électrocution alors que des ouvriers étaient en train de d'installer un échafaudage.

Quelques semaines avant ces accidents, 4 ouvriers ont trouvé la mort sur le chantier du 4^{ème} pont. Ces accidents sont nombreux. Ceux dont on parle ne sont que la partie visible de l'iceberg.

Tel un pompier arrivant après l'incendie, les autorités publiques font semblant de mener des enquêtes après les accidents alors que c'est en amont qu'elles auraient dû agir, en contrôlant les installations avant leur mise en service.

TRACÉ DU MÉTRO D'ABIDJAN NON AU DÉGUERPISEMENT DES POPULATIONS SANS RELOGEMENT !

En aout 2021, le Premier ministre Patrick Achi, avait fait une tournée pour voir le

tracé du futur métro (ou *train urbain*) d'Abidjan. Il avait, paraît-il, été

choqué par le dénuement des habitations qui longeaient les rails. Le gouvernement avait promis des indemnités à ceux qui allaient être délogés lors de la construction des rails. Une fois de plus, c'était un mensonge car des bulldozers encadrés par des soldats sont entrés en action pour raser les habitations sans ménager les populations.

À l'origine, en 2014, ce qui était prévu c'était de raser les habitations situées à 25 mètres de part et d'autre des rails. Mais en conseil des ministres du 8 décembre 2021, le 1^{er} ministre a décidé de raser sur une largeur de 200 mètres sous prétexte que « *cette réserve foncière est destinée à abriter des projets de rénovation et d'aménagement urbain prévus pour insérer le métro et les usagers dans un paysage urbain moderne et beaucoup plus agréable* ». Derrière ce discours alambiqué il y a la volonté du pouvoir de chasser les classes populaires de ces terrains convoités par les promoteurs immobiliers et les riches qui ne veulent pas voir la misère devant leurs fenêtres.

Pour une bande large de 50 mètres, ce sont officiellement plus de 9 500 familles qui ont été jetées à la rue du jour au lendemain. Avec la nouvelle décision, c'est au moins 4 fois plus de personnes qui vivent désormais la peur au ventre dans les communes d'Anyama, d'Abobo, d'Adjamé et Plateau, Treichville, Marcory et Port-Bouët. Pour le moment rien de concret n'a encore été décidé. Mais comme l'a signifié un riverain qui se trouve dans la zone des 200 m :

« *Chez moi, il y a les bagages des voisins qui ont eu leur maison cassée. Je suis impacté parce qu'on doit encore élargir la voie à 100 m. Nous sommes inquiets, tristes et désespérés. Parce qu'on sait qu'on viendra nous chasser, je ne sais pas quand. Avant de se mettre en rang pour avoir quelque chose. Parce que malheureusement, c'est comme ça que ça se passe* ».

Pour le moment les populations encaissent les frustrations. Mais quand toute cette frustration finira par s'extérioriser en une grosse manifestation de colère, cela finira par arriver, espérons que les travailleurs et les petites gens trouveront le moyen de faire payer aux riches et aux gouvernants à leur service tout leur mépris.



Le 23 Août 2021, à Anyama-Derrière-Rail, dans la banlieue d'Abidjan, le long du tracé de la ligne du futur métro d'Abidjan. Les bulldozers accompagnés par des policiers armés ont détruits les habitations sans ménagements et sans avoir averti les habitants. Aucun relogement n'a été proposé par les autorités.

Madagascar

ARAHABA NAHATRA TRA NY TAONA VAOVAO

(Nous vous félicitons d'être toujours en vie en cette nouvelle année)

En cette période de crise et de pandémie de covid 19, les attaques de la bourgeoisie contre les travailleurs et les classes pauvres ne font que s'aggraver de jour en jour. Quand ce ne sont pas les dirigeants civils et militaires qui les formulent, ce sont les hommes de loi ou les religieux de toutes sortes. Tous servent de courroie de trans-

mission à cette offensive. Il arrive aussi que ce soit des intellectuels qui jouent ce rôle. Voici quelques faits qui se sont déroulés ces derniers jours à Antananarivo.

L'indélicatesse chronique d'un journaliste

Ce type fustige ce que les patrons appellent l'« absentéisme », et qualifie les

travailleurs d'être des « indécents à profiter de la situation en présentant des résultats de tests faussement positifs dans le but de ne pas travailler ».

Nous ne savons pas combien ses donateurs d'ordre le payent pour insulter ainsi les travailleurs. Ce journaliste n'ignore pourtant pas qu'aujourd'hui on sue sang et eau dans presque toutes les boîtes surtout en cette période de pandémie. De plus en plus de gens pensent qu'ils ne peuvent plus accepter cette dictature des riches, même lorsque celle-ci est dotée d'une sorte de parlement qui en fait est complètement bidon.

Lui, il n'a pas l'air d'être une lumière

« La lumière reviendra » affirme sans rire un autre plume à propos de l'incendie qui a détruit le site hydroélectrique d'Andekaleka. « Que la lumière soit ! » a-t-il sans doute appris au catéchisme. Les religieux de tous poils martèlent ça à longueur de trottoirs pour faire lanterner la population. Cette centrale assure près de la moitié de l'électricité consommée sur le réseau d'Antananarivo. Cela fait belle lurette que le délestage s'inscrit dans le quotidien des habitants des quartiers populaires. Cela fait des années que la JIRAMA (la société d'État qui gère l'eau et l'électricité) fait les poches aux consommateurs sans jamais apporter le moindre début de solution.

Les riches n'ont pas ce problème, ils ont les moyens de souscrire leur abon-

nement auprès de fournisseurs privés ou de posséder des groupes électrogènes, des panneaux solaires, etc.

Ils commencent sérieusement à nous pomper

Cette année c'est à la date du 11 janvier qu'a eu lieu la journée des officiers. Tous se sont fait plaisir en se donnant en spectacle, Andry Rajoelina le chef d'État en tête, suivi d'une brochette de galonnés de tous poils, en train de faire un footing ainsi que des mouvements de gymnastique appelés « pompes ». Dans son discours, le président a rappelé que les forces de l'armée sont le dernier rempart de la souveraineté de l'État et le général Serge Gellé, secrétaire d'État à la gendarmerie a fait une sorte de surenchère en disant « nous serons toujours les derniers remparts, qu'importe qui est au pouvoir... ».

Quand on sait que ce galonné vient récemment d'être promu général de corps d'armée, pour soi-disant « mettre fin aux violences » dans le pays, de tels propos font froid dans le dos et sont lourds de menaces. En fait ce sont les travailleurs qu'il a en ligne de mire. Mais la première des violences c'est celle de cet État qui vise à imposer la violence sociale d'une exploitation toujours plus grande.

Nous faisons le vœu suivant : Qu'en cette nouvelle année la peur change de camp. Elle pourrait être aussi celle des luttes victorieuses des travailleurs.



Ce que nous voulons

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.

